

L'éditorial

# Le poids de la tradition

Anne-Sylvie Sprenger

Protestinfo



C'est le choix de la prudence qu'a opéré, ce samedi 11 mars, l'Église évangélique réformée du canton de Vaud. Alors que son assemblée synodale (Législatif) se devait d'élire trois nouveaux membres pour compléter son Exécutif à la suite de récentes démissions, dont celle de sa présidente, l'institution semble avoir fait clairement le choix de la raison. Ou plutôt de la tradition, s'écrieront certains. Du patriarcat, oseront même accuser quelques esprits chagrins. Nous laisserons ici de côté le poste de ministre (pasteur ou diacre), qui n'était soumis à aucune concurrence. Du côté des deux postes de

«On se permet de rêver à un vol de fin de législature plus paisible.»

laïques à repourvoir, il est un fait que sur les quatre candidats (deux hommes, une femme et un non-binaire), les votes se sont portés sur les deux candidats masculins, dont l'ancien conseiller d'État Philippe Leuba.

Il ne faudrait cependant pas réduire ces élections à une simple affaire de testostérone. Mais bien plus sérieusement au souci de ne pas diviser encore davantage une Église qui se veut terre d'accueil inconditionnel pour toutes les sensibilités.

C'est d'ailleurs peut-être pour cela que de nombreuses discussions en coulisses ont amené deux candidats supplémentaires à se déclarer après le dépôt officiel des candidatures. Entre une aspirante dite marquée par sa veine évangélique, soit très confessante et conservatrice, et un postulant se référant au «pronomiel et à la civilité Mondame», l'EERV a choisi... de ne pas choisir. Ou plutôt de refuser de se positionner entre ces deux visions du monde (et de l'Église) radicalement opposées qui ne font, dans les deux cas, aucunement l'unanimité.

Une façon d'affirmer sa volonté de réunir au-delà des clivages? Après les turbulences de ces derniers mois, l'appel au calme semble avoir été lancé. Et avec un pilote de ligne et un ancien conseiller d'État aux commandes, on se permet de rêver à un vol de fin de législature plus paisible, mais surtout mieux assuré. Car l'enjeu est de taille pour l'Église évangélique réformée du canton de Vaud, qui doit non seulement réduire sa voilure mais également prochainement travailler à la nouvelle convention de l'État avec les Églises réformée et catholique. Dans ce contexte, le poids de la tradition - toujours majoritaire - peut sonner comme le meilleur des arguments.

Page 6

## L'image du jour Les déchets envahissent les rues de Paris



Des tonnes d'ordures ne sont plus évacuées de la capitale française, les éboueurs ayant rejoint les grévistes opposés à la réforme des retraites. EPA/TERESA SUAREZ

### Réflexions

## La nature sera-t-elle victime de la crise énergétique?

### L'invitée

Marie Thérèse Sangra  
Conseillère communale à Lausanne



Le Conseil national débat cette semaine du développement des énergies renouvelables. Un débat urgent et nécessaire, mais qui risque de se faire au détriment de la nature. En effet lors de la session de septembre 2022, la décision de la Chambre haute de supprimer de la loi fédérale sur l'énergie l'interdiction de construire des installations d'énergie renouvelable dans des biotopes d'importance nationale représente une menace grave pour la biodiversité. Cela signifierait que de nouvelles installations destinées à la production d'électricité pourraient être construites dans les marais, les sites de reproduction des batraciens, les prairies sèches ou dans les zones alluviales d'importance nationale.

Ces biotopes sont de grande valeur écologique, car ils abritent un tiers de la biodiversité suisse. Ils sont indispensables pour l'existence de certaines espèces animales et végétales rares, bien qu'ils n'occupent que 2% du territoire national.

Or sous couvert de transition énergétique, les attaques contre la nature se multiplient. Des lois urgentes viennent d'être votées qui permettent le déploiement d'éoliennes, d'installations hydrauliques ou de parcs solaires alpins au cœur de la nature sauvage.

Il n'est pas raisonnable de bétonner les derniers espaces naturels libres. Il est contreproductif de diminuer les débits résiduels dans les rivières pour produire plus d'électricité. Sans eau, une rivière se meurt, alors que plus de 65% des espèces de poissons et d'écrevisses

ont déjà disparu ou sont menacées. Les oasis que sont nos zones alluviales sont l'habitat de plus de 80% de la faune et de la flore indigènes. Pourtant depuis 1850, 70% de ces zones précieuses ont disparu en Suisse. Supprimer leur protection créerait des dégâts irréparables. Ces écosystèmes nous protègent de la crise climatique. De nombreux efforts ont été nécessaires pour mettre en place, il y a une trentaine d'années, une législation fédérale qui les protège. Un retour en arrière serait fatal pour la nature.

«Ces biotopes sont de grande valeur écologique, car ils abritent un tiers de la biodiversité suisse.»

Nous vivons une crise de la biodiversité sans précédent, aussi grave que celle du climat. Notre responsabilité est de trouver une solution commune à ces deux crises. Ces solutions existent tout en maintenant la protection intégrale des biotopes.

Il faut cibler des sites où les impacts sur la nature et le paysage sont aussi faibles que possible, comme l'a fait la table ronde sur l'énergie hydraulique en identifiant quinze projets hydroélectriques acceptés par les associations environnementales. Le potentiel du solaire sur le bâti est supérieur à la consommation actuelle d'électricité en Suisse. Il est possible d'économiser un tiers de notre consommation électrique sans perte de confort. La transition énergétique en Suisse est possible sans démanteler la protection des eaux et de la nature.

## Le matériel de guerre n'est jamais neutre

### L'invité

Jean-Michel Judlin  
Jardinier-horticulteur



Que de discussions stériles de part et d'autre sur cette fameuse neutralité suisse. Je suis tout en accord avec la vraie neutralité, que chaque Suisse devrait défendre, mais pas cette neutralité prostituée que nous subissons. Nous devons la respecter totalement, et arrêter de vouloir le beurre et l'argent du beurre.

Avoir une industrie d'armement pour produire ses propres armes destinées à sa défense est nécessaire et neutre. Ainsi, nous ne dépendons pas d'autres pays, et ne faisons pas prospérer leurs industries de mort. Par contre, cette industrie ne doit pas exporter, car nous y perdons la neutralité.

La richesse de notre pays nous le permet, les exportations d'armement ne représentant que 1% (moins d'un milliard par an) des exportations totales. Nous vendons des armes à l'étranger, conscients que ces armes vont semer la mort. Ce ne sont pas des jouets neutres. Elles ne sont pas destinées à la paix, ni à se retrouver au pied d'un sapin de Noël! En réalité, ces ventes à l'étranger, même à des régimes autocrates pas toujours fréquentables, entraînent une neutralité de façade. Le but n'étant que les bénéfices, puis d'organiser des conférences pour la paix profitables.

Alors, pourquoi tergiverser ainsi, d'autant que l'Ukraine a été agressée et essaie de se défendre, comme l'aurait fait la Suisse à sa place? Ce pays n'a pas la chance d'avoir le bouclier de l'OTAN autour d'elle. Si nous étions à la frontière russe et agressés dans notre intégrité territoriale depuis neuf ans, les arguments

ne seraient pas les mêmes. Pourquoi acheter des armes à la Suisse si on ne peut les utiliser! Soyons cohérents!

Ce commerce n'est pas anodin. Il s'agit d'armes de poing, de matériel militaire de pointe, des canons, chars et avions. Elles se retrouvent par divers cheminements dans de nombreux conflits dans le monde (Yémen, Afghanistan, etc.) et c'est totalement inacceptable. Les présidents ou les régimes changent, mais les armes restent et tombent entre diverses mains.

Avant 2014, la Suisse vendait jusqu'à 90 millions de francs par an de matériel militaire à la Russie. Celui-ci n'est pas en vitrine au Kremlin, mais utilisé par l'armée russe en Syrie et aujourd'hui en Ukraine. Ce sont en particulier des filets et tenues de camouflage high tech, invisibles aux capteurs infrarouges et aux radars.

«Nous devons arrêter de vouloir le beurre et l'argent du beurre.»

Durcir ou ramollir la loi sur la vente d'armes au gré du vent n'est qu'un placebo sur une jambe de bois. «Faire du fric» sur le malheur des peuples est abject, et se réfugier derrière une neutralité de pacotille comme une autruche, encore plus. Après avoir livré la Russie, nous ne sommes pas en position de donner des leçons. Alors, politiciens de tous bords et vendeurs d'armes, laissez faire les pays qui désirent en donner à l'Ukraine. Mais gardons-nous d'exporter et contentons-nous d'équiper notre armée de façon optimale, pour être prêts en cas d'agression future. Qui aurait parié sur une guerre totale en Europe il y a deux ans?